

NOTE DE CONJONCTURE 2017

Les chiffres clés de l'Artisanat francilien



CHIFFRES 2016



*Chambres de Métiers
et de l'Artisanat*

Île-de-France

LE MOT DU PRÉSIDENT



Laurent MUNEROT

Président de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France

Vous avez entre les mains la nouvelle Note de Conjoncture, réalisée par la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat franciliennes, elle mène chaque année une enquête réalisée auprès de 1000 dirigeants d'entreprises dont le témoignage a nourri ce document.

Quelques grandes tendances se dégagent de cette enquête ; en premier lieu, la relative embellie de l'économie française observée en 2015 ne s'est pas amplifiée en 2016, même si des indicateurs positifs ont contribué à stimuler l'activité : construction de logements en hausse, légère augmentation de la consommation des ménages.

Les résultats montrent aussi que, parmi les plus de 193 000 entreprises artisanales franciliennes, toutes les entreprises n'ont pas profité de cette timide reprise enclenchée depuis 2 ans, notamment dans les Services. Les plus petites d'entre elles demeurent les plus fragiles et continuent d'éprouver de réelles difficultés : la moitié des entreprises sans salarié ayant connu une baisse d'activité déclare en effet une dégradation supérieure à 20%. Par conséquent, les chefs d'entreprises artisanales restent prudents quant à une évolution positive de leur activité au cours de l'année 2017 en misant plutôt sur un maintien. Toutefois, preuve que l'Artisanat est un moteur de l'économie francilienne, plus de la moitié des entreprises a maintenu son niveau d'activité, voire augmenté ces résultats. Ceci à l'image des entreprises du Bâtiment dont l'activité se redresse après plusieurs années difficiles.

Reste la question essentielle du numérique, dont la présence dans la vie quotidienne des artisans se développe. 80% des entreprises artisanales sont informatisées et 50% sont présentes sur Internet, signe qu'elles s'approprient de plus en plus ces outils. Si toutes les entreprises n'ont pas encore pris ce virage, le numérique se présente comme un réel atout. Il permet autant de faciliter la gestion quotidienne de l'entreprise que de développer son activité. Par exemple, près de la moitié des entreprises ayant misé sur le web estiment que leur présence a un impact fort sur la réputation et la visibilité de leur établissement.

En tant que Président de la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France, je réaffirme l'appui de notre réseau auprès des entreprises artisanales, vivier économique essentiel de notre territoire.

Je vous souhaite une bonne lecture de cette Note.

Mémento

Pour être une entreprise artisanale, il faut réunir deux critères :

- **La nature de son activité :**

L'entreprise doit exercer une activité professionnelle principale ou secondaire de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services.

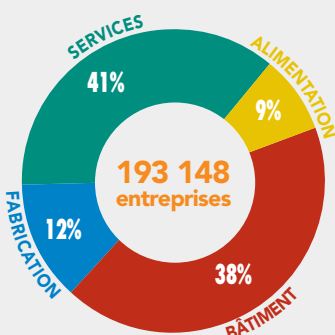
La Nomenclature d'Activités Française de l'Artisanat (NAFA) recense plus de 510 activités ventilées en quatre secteurs : **Alimentation, Bâtiment, Fabrication et Services**. Ces métiers s'exerçant aussi bien sous statut individuel (régime réel ou de la micro-entreprise) qu'en société (SARL, EURL, SAS, SA...). L'Arrêté du 24 décembre 2015 fixant la liste des métiers d'art, en application de l'article 20 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, recense désormais **198 métiers et 83 spécialités**.

- **Le nombre de salariés :**

L'entreprise ne doit pas **avoir plus de dix salariés** au moment de sa création. En phase de développement, le « droit de suite » lui permet toutefois, au-delà de dix salariés, de garder son rattachement au secteur des métiers tout en s'inscrivant au Registre du Commerce et des sociétés.

Fin 2016 : le poids de l'Artisanat en Île-de-France¹

Répartition par secteur des entreprises artisanales d'Île-de-France¹



Alimentation

Boucher, boulanger, pâtissier, poissonnier, vente à emporter de plats cuisinés, etc.

Bâtiment

Maçon, plombier, électricien, serrurier, etc.

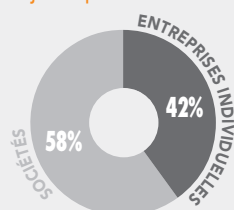
Fabrication

Fabricant de meubles, bijoutier, fabricant de produits textiles, imprimerie et arts graphiques, prothésiste dentaire, etc.

Services

Taxi, coiffeur, fleuriste, réparateur d'automobiles et de cycles, réparateur de matériel électroménager et informatique, cordonnier, blanchisseur, teinturier, nettoyeur de locaux, etc.

Formes juridiques



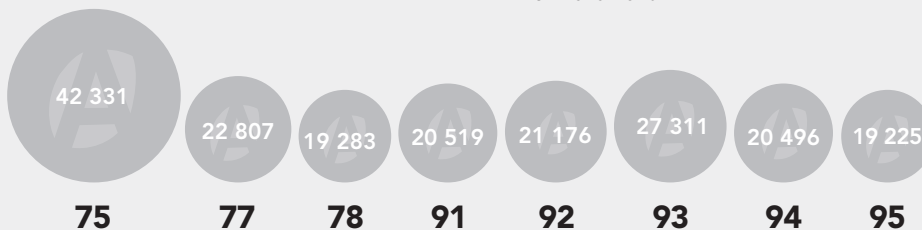
278 440

salariés au 31/12/2015²

15 530

apprentis formés par l'Artisanat en 2015-2016³

Nombre d'entreprises artisanales franciliennes¹



Résultats de l'enquête 2016 (et variation par rapport à 2015)

Emploi



75%

ont maintenu leurs effectifs

Trésorerie



Une amélioration de la trésorerie pour **59%** des entreprises

Investissement



34%

ont investi

Chiffre d'affaires



45%

enregistrent une baisse du chiffre d'affaires

AMÉLIORATION

DÉGRADATION

¹ Source : Répertoire des Métiers des Chambres de Métiers et de l'Artisanat départementales franciliennes au 31/12/2016.

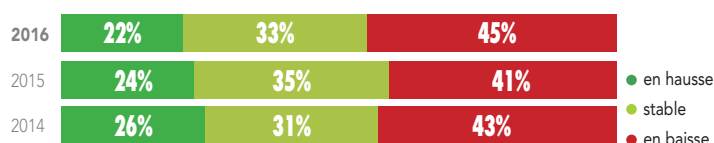
² Source : ARCOSS – URSSAF : Effectifs salariés des entreprises artisanales hors stagiaires et apprentis sur le périmètre des établissements de moins de 20 salariés.

³ Source : Les chiffres de l'apprentissage dans l'artisanat en Île-de-France, Année scolaire 2015-2016

Les entreprises artisanales espèrent une stabilisation de leur situation économique

Après une légère amélioration l'an passé, la part des entreprises artisanales qui déclarent une baisse de leur chiffre d'affaires a augmenté de 4 points en 2016 (45%). Parmi celles-ci, 40% (-4 points) ont observé une baisse supérieure à 20%. Le recul de la part de dirigeants ayant connu une hausse d'activité se poursuit (22%, -2 points).

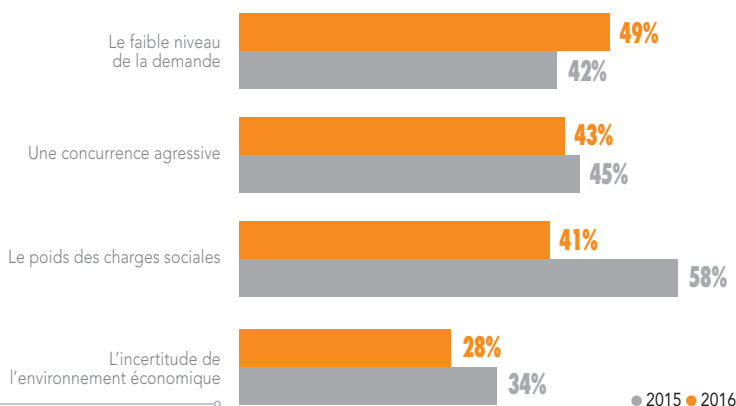
Évolution des chiffres d'affaires



Les entreprises qui enregistrent une baisse d'activité

Ce repli est dû en grande partie aux entreprises de Services, qui déclarent plus fréquemment une érosion de leur activité (58%). Dans la Fabrication, les pertes de chiffres d'affaires sont plus importantes : 48% de ces entreprises déclarent une baisse supérieure à 20%. Les entreprises sans salarié (48%) ou qui en emploient un 1 ou 2 (50%) sont toujours les plus exposées au recul de leur résultat. Les entreprises unipersonnelles demeurent les plus fragiles : 48% déclarent une baisse de chiffre d'affaires supérieure à 20%.

Les 4 principaux freins au développement des entreprises



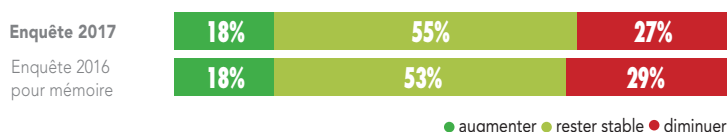
Les entreprises qui ont connu une baisse de leur activité citent comme principaux freins à leur développement, le faible niveau de la demande et la concurrence. Le poids des charges sociales n'est plus le principal frein cité (-17 points). Les effets d'un environnement économique incertain demeurent prégnants pour les dirigeants (28%, - 6 points).

Les entreprises qui enregistrent une hausse d'activité

Les entreprises de l'Alimentation et du Bâtiment ont montré des résultats plus encourageants : respectivement 28% et 26% d'entre elles enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires, majoritairement comprise entre 6 et 10%. Les entreprises qui ont accru leur chiffre d'affaires ont d'abord profité d'une hausse de la demande, notamment dans le Bâtiment. Certaines se sont appuyées sur le développement de nouveaux produits (15%, +4 points) ou ont adapté leurs prix à la demande (13%, +6 points).

Perspectives pour l'année 2017 : les dirigeants se montrent prudents et misent sur une stabilisation

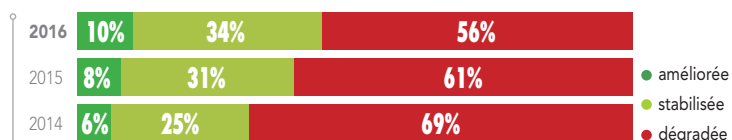
Au 1^{er} semestre 2017, pensez-vous que votre chiffre d'affaires va...



La situation économique des entreprises artisanales restant préoccupante, et particulièrement pour les plus petites, les chefs d'entreprise sont prudents quant à l'évolution à court terme de leur activité. 55% croient surtout en une stabilisation de leur chiffre d'affaires lors du premier semestre 2017, notamment dans l'Alimentation (64%). 27% anticipent plutôt une diminution, surtout dans les Services (32%). Cependant, et malgré une année difficile pour beaucoup, 18% des dirigeants prévoient une progression de leur chiffre d'affaires entraînée notamment par une hausse de la demande. Signe que, depuis 2 ans, la situation économique de l'artisanat francilien se stabilise, le solde d'opinion à ce sujet continue de s'améliorer : -9 points, contre -11 au premier semestre 2016 et -19 au premier semestre 2015.

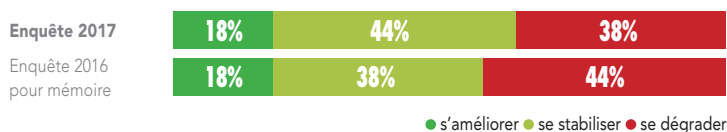
Que pensent les dirigeants de la situation économique de leur secteur ?

Au cours de l'année 2016, pensez-vous que la situation économique de votre secteur s'est... ?



Une majorité des dirigeants d'entreprises jugent que la situation économique de leur secteur s'est dégradée au cours de l'année (56%, -5 points), notamment dans la Fabrication (67%) et les Services (69%). Comme pour l'année 2015, les dirigeants du Bâtiment sont plus nombreux à percevoir une amélioration (16% contre 6 à 8%). Depuis 2014, la part d'entreprises qui observent une stabilisation, voire une amélioration, progresse (44%, +13 points).

Pour l'année 2017, pensez-vous que la situation économique de votre secteur va...



De fait, malgré des résultats en baisse pour beaucoup d'entreprises, les dirigeants jugent que la situation économique de leur secteur va se stabiliser en 2017 (44%, +6 points). À défaut d'une réelle amélioration de la situation économique de l'artisanat francilien, la confiance des dirigeants en l'avenir de leur entreprise reste stable avec une note moyenne de 5,8 sur 10.

1 Définition du solde d'opinion d'après l'INSEE : c'est la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (« En hausse ») et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (« En baisse »). En effet, les questions des enquêtes de conjoncture appellent le plus souvent une réponse à trois modalités : « en hausse », « stable » ou « en baisse ».

TRÉSORERIE

La situation financière des entreprises se stabilise

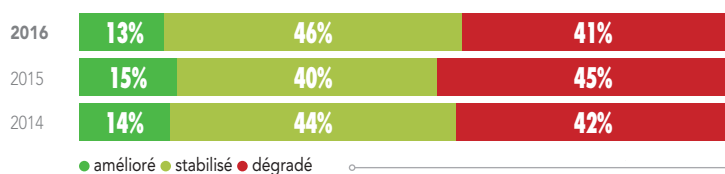
Après une nette amélioration l'an passé, la part des chefs d'entreprise qui jugent saine la situation financière de leur entreprise se stabilise (64%, -1 point). Suite aux bons résultats des entreprises du Bâtiment et de l'Alimentation, ces deux secteurs concentrent le plus d'entreprises en bonne santé financière : respectivement 68% et 70%. La situation est plus difficile dans les Services, 42% des dirigeants estimant leur situation financière préoccupante.

Actuellement, considérez-vous que la situation financière de votre entreprise est ...



La dégradation de la trésorerie : une difficulté récurrente

Sur l'année, diriez-vous que votre niveau de trésorerie s'est...

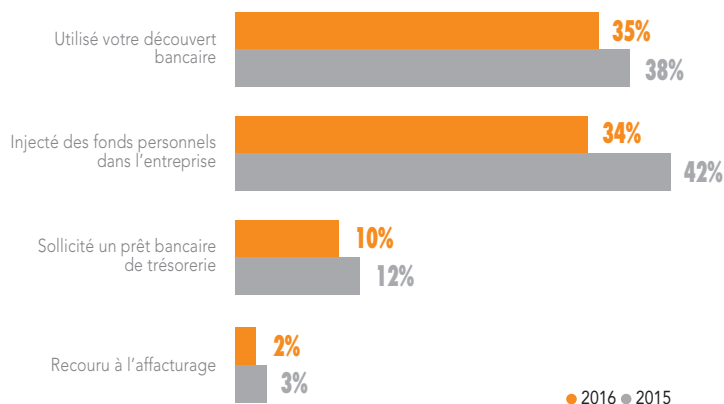


Malgré une baisse de 4 points, la part d'entreprises déclarant une dégradation de trésorerie demeure élevée (41%). Depuis 2013, ce taux oscille entre 41 et 45%. Les entreprises l'expliquent principalement par le poids des charges sociales et des impôts et par la baisse de l'activité. La part d'entreprises qui a vu le niveau de sa trésorerie se stabiliser se redresse à 46% (+ 6 points) tandis que seulement 13% constatent une amélioration (-2 points).

Pour financer leur besoin de trésorerie, les chefs d'entreprise ont moins fréquemment réinjecté des fonds personnels dans l'entreprise (34%, - 8 points). La même part d'entreprises a recouru au découvert bancaire (35%, -3 points).

Le recours à un prêt bancaire de trésorerie n'a concerné que 10% des entreprises, avec un taux d'obtention de 72%, équivalent à l'an passé (+2 points). Les fonds personnels du dirigeant et le découvert bancaire (plutôt que les prêts bancaires de trésorerie) sont donc les principales sources de financement et sont plus souvent mobilisés par les entreprises dont la trésorerie se dégrade.

Pour financer vos besoins de trésorerie, avez-vous...

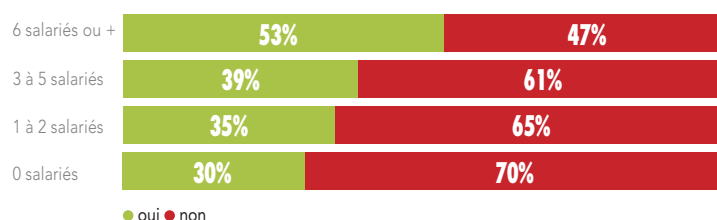


INVESTISSEMENT

Dégradation de la part d'entreprises qui investissent

Alors qu'il était stable depuis 2013, le nombre d'entreprises artisanales qui a investi dans l'année se dégrade fortement. Seulement 34% ont investi en 2016 (-6 points). Cette dégradation est sensible dans les Services (27%, - 8 points). La propension à investir est toujours plus élevée dans l'Alimentation (42% ont investi, -6 points) et dans le Bâtiment (39% ont investi, - 3 points). Cette dégradation s'accompagne d'une baisse des montants dépensés : 56% (+ 6 points) des entreprises ont consacré moins de 7 500 € HT à leurs investissements. Plus l'entreprise est grande, plus les besoins d'investissement sont élevés : plus de la moitié des entreprises de 6 salariés et plus, ont investi (53%, - 4 points).

Au cours de l'année 2016, avez-vous réalisé des investissements pour votre entreprise ?



L'investissement par secteur

Le poste principal d'investissement est toujours l'achat de matériel lié à l'activité mais cela concerne moins d'entreprises depuis 2 ans (cité par 63% des entreprises ayant investi contre 85% en 2014). À un niveau stable, suivent l'achat d'un véhicule lié à l'activité (cité à 31%), l'achat de matériel informatique (14%) et la rénovation du local d'activité ou du magasin (14%).

Dans l'Alimentation, la rénovation du local (30%) et sa remise aux normes (8%) sont toujours des postes d'investissements importants. L'investissement dans

des véhicules est plus significatif dans le Bâtiment (39%) et dans les Services (27%). Enfin, les dirigeants d'entreprises de la Fabrication achètent plus fréquemment du matériel informatique (21%). Les investissements commerciaux sont peu nombreux et en recul (4% des entreprises, 7% dans l'artisanat de fabrication).

Financement de l'investissement

L'auto-financement reste le principal mode de financement et se maintient au niveau affiché depuis 3 ans (69%, -1 point). De même, le prêt bancaire est mobilisé par une part stable des entreprises (19%, -1 point).

L'accès aux prêts d'investissement, aux conditions demandées par les chefs d'entreprise, progresse légèrement par rapport à 2015 (85%) mais reste plus bas qu'en 2014 (93%). En revanche, le taux de refus partiels a largement diminué après une progression significative en 2015 : seuls 4% ont obtenu un montant inférieur à celui sollicité contre 14% en 2015 (-10 points).

Les chiffres clés des relations des entreprises avec leur banque

- 90% des entreprises sont monobancarisées ;
- 74% détiennent leur compte personnel dans la même banque ;
- 69% des entreprises se déclarent écoutées par leur banquier (- 5 points) ;
- 19% des entreprises ayant investi ont sollicité un crédit d'investissement.

Prévisions pour le premier semestre 2017

Moins de dirigeants ont investi en 2016 et la majorité ne semble pas sujette à inverser cette tendance lors des six premiers mois de l'année 2017. Seulement 17% envisagent d'investir dans les prochains mois contre 24% l'an dernier. Toutefois, ce positionnement exprime moins la volonté des dirigeants d'investir que leur prudence après une année sans réelle amélioration du contexte économique.

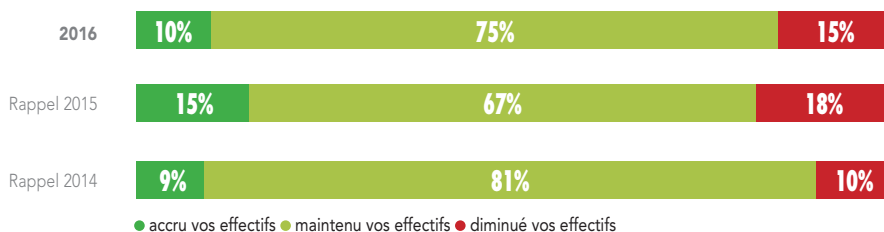
EMPLOI

Les dirigeants ont principalement **maintenu** leurs effectifs

En 2015, l'emploi dans les entreprises artisanales avait été marqué par les mouvements de personnel (augmentation ou baisse des effectifs). En 2016, les effectifs retrouvent une certaine stabilité. 75% des dirigeants ont maintenu

le nombre de salariés dans leur entreprise (+8 points). La création d'emplois, globalement en baisse, est à un niveau équivalent dans tous les secteurs : de 8% dans la Fabrication à 11% dans l'Alimentation.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, avez-vous...



● accru vos effectifs ● maintenu vos effectifs ● diminué vos effectifs

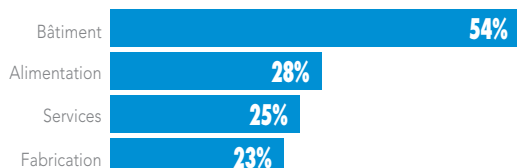
Comme en 2015, et après une forte progression (+11 points par rapport à 2014), 20% des dirigeants ont recruté en 2016. Ces embauches sont autant des créations d'emplois (57%, -1 point) que des remplacements (55%, + 4 points).

Ce sont toujours les entreprises de l'Alimentation qui procèdent le plus à des recrutements (38%) mais toujours pour répondre à un turn-over élevé. Si les embauches sont moins nombreuses dans les autres secteurs, elles portent davantage sur des créations de postes : de 52% dans les Services à 68% dans la Fabrication. Les chefs d'entreprises déclarent majoritairement avoir embauché en CDI (54%, - 6 points), notamment dans l'Alimentation. Dans le Bâtiment, les dirigeants ont plutôt eu recours au CDD.

Recrutements en CDI



Recrutements en CDD

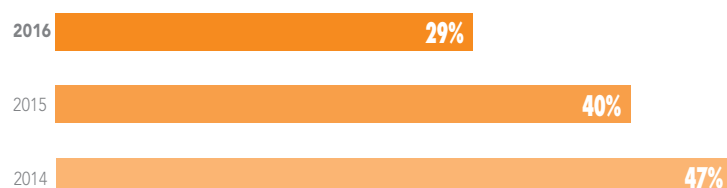


Le contexte économique freine moins les projets d'embauche

Les chefs d'entreprise ont été moins nombreux à éprouver des difficultés lors de leurs recrutements en 2016 (39%, -4 point). Les principales difficultés rencontrées sont le manque de candidatures (25%) et le manque de motivation des candidats (31%). Cependant, de moins en moins de dirigeants expliquent avoir des difficultés à trouver des candidats qualifiés : 25% contre 43% en 2015.

La part d'entreprises retardant ou abandonnant des recrutements en raison du contexte économique recule nettement depuis 2014 : 29% en 2016 après 40% en 2015 et 47% en 2014. Toutefois, pour le premier semestre 2017, les chefs d'entreprises envisagent plutôt de maintenir leurs effectifs (87%, +6 points), quels que soient la taille ou le secteur d'activité.

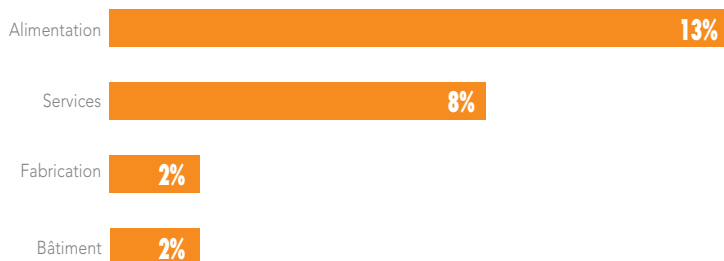
Part des dirigeants qui ont retardé ou abandonné des recrutements en raison du contexte économique



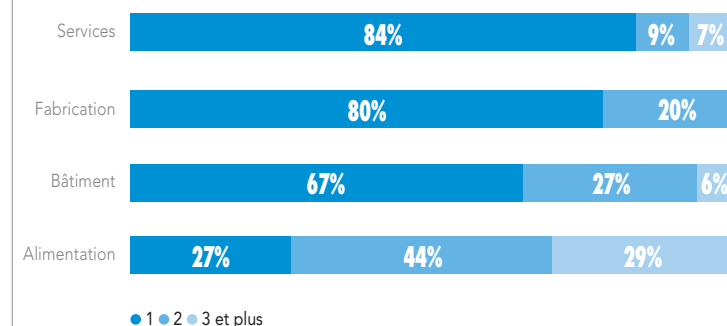
APPRENTISSAGE

La part des embauches en apprentissage observée en 2015, qui faisait suite à une forte hausse (+9 points par rapport à 2014), s'est maintenue à 25% en 2016. Cependant, seulement 5% des entreprises artisanales ont recruté des apprentis contre 8% l'année précédente. Les entreprises de l'Alimentation continuent d'être les plus impliquées dans la formation en apprentissage : 13% de ces entreprises ont recruté un apprenti.

Part des entreprises ayant recruté au moins un apprenti par secteur



Nombre d'apprentis accueillis par les entreprises en 2016 par secteur



Une fois diplômés, 42% des chefs d'entreprise envisagent d'embaucher leur apprenti en tant que salarié. Ce chiffre est en retrait par rapport à l'an dernier (-7 points) mais montre cependant que l'apprentissage représente une véritable porte d'entrée dans la vie active.

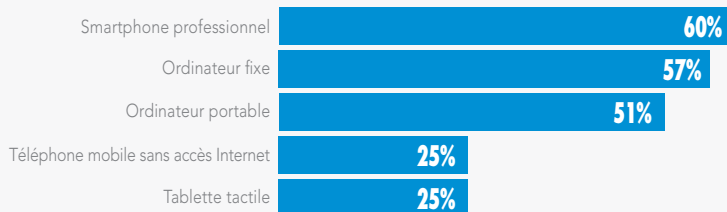
L'offre de formation en apprentissage des Chambres de Métiers et de l'Artisanat reste bien identifiée par les chefs d'entreprises : 52% déclarent la connaître. Parmi eux, un tiers (soit 16% des entreprises) ont déjà recruté un apprenti formé dans un Centre de Formation d'Apprentis du réseau des Chambres de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France. Un taux stable depuis 3 ans.

Usage du numérique dans les entreprises artisanales franciliennes

Le smartphone, un outil clé

En Île-de-France, 80% des entreprises artisanales sont informatisées², une tendance proche de celle observée dans d'autres régions³. Ce taux atteint 94% dans les entreprises de 6 salariés ou plus contre 77% dans les entreprises sans salarié. Devant les ordinateurs portables (51%) ou fixes (57%), le smartphone professionnel (60%) est le principal outil numérique utilisé par les entreprises. Après Internet (30%), le Smartphone est d'ailleurs cité comme l'outil qui a eu récemment le plus d'impact sur l'activité des entreprises artisanales (joignabilité, réactivité, relation clients/fournisseurs), notamment dans le Bâtiment (25%).

Outils numériques utilisés par les entreprises dans le cadre de leurs activités



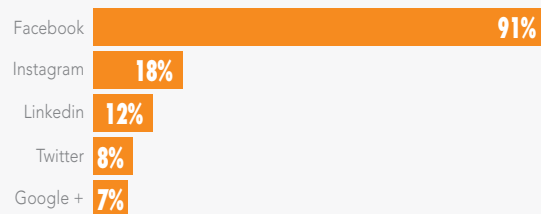
L'accès au très haut-débit, une fracture nette entre la zone dense et la grande couronne

82% des entreprises ont accès à Internet, 55% via une connexion propre à l'entreprise et 27% via la connexion de leur domicile. 37% des entreprises sans salarié utilisent la connexion de leur domicile ; cette situation est moins fréquente lorsque l'entreprise emploie des salariés. Les entreprises artisanales profitent principalement d'une connexion haut débit (77%). 21% sont connectées au très haut débit, cette part augmente sensiblement dans les départements les mieux couverts d'Île-de-France: 31% et 40% dans les Hauts-de-Seine et à Paris contre 8% et 9% dans la Seine-et-Marne et l'Essonne.

L'Alimentation « accro » aux réseaux sociaux, la Fabrication en vue sur Instagram

47% des entreprises présentes sur Internet investissent les réseaux sociaux, notamment Facebook (91%) et Instagram (18%). Cette part grimpe à 70% dans l'Alimentation : 96% des entreprises utilisent Facebook et 20% Instagram. En-dehors de Facebook (89%), Instagram (29%) et LinkedIn (23%) sont particulièrement appréciés par les entreprises de la Fabrication présentes sur les réseaux sociaux (51%).

Le TOP 5 des réseaux sociaux utilisés par les entreprises artisanales

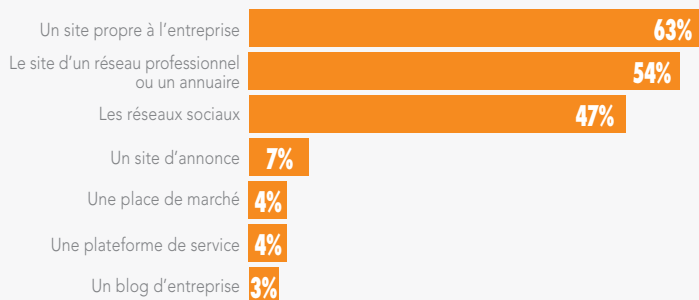


La Fabrication adepte du site web

La moitié des entreprises artisanales d'Île-de-France sont présentes sur Internet. Parmi elles, 63% ont créé leur propre site Internet. Ce taux grimpe à 78% dans la Fabrication contre 58 à 66% dans les autres secteurs. À noter, 6% de ces entreprises s'appuient sur leur site pour exporter alors que cet usage est quasi nul dans les autres secteurs. Plus généralement, les dirigeants choisissent de développer leur site pour faire connaître leur entreprise (80%) et présenter leurs produits et prestations (55%).

66% des dirigeants jugent indispensable d'être présent sur Internet (77% dans la Fabrication). À lui seul, Internet ne suffit pas à développer l'activité des entreprises mais il peut être un atout, notamment pour construire la réputation et la visibilité d'un établissement (43% estiment un impact fort). Du côté des affaires, il permet de conquérir de nouveaux clients (29% estiment un impact fort), de les fidéliser (27%) et donc de générer du chiffre d'affaires (22%).

Outils utilisés par les entreprises dans le cadre de leurs activités



Pour créer leur site, les entreprises adoptent des stratégies différentes : 39% l'ont développé sans dépenser d'argent alors que 22% y ont consacré plus de 2 000 €. Dans la Fabrication, 31% des entreprises ont investi plus de 2 000 € pour créer leur site Internet contre 18 à 21% dans les autres secteurs.

Le numérique, un facilitateur de la gestion courante de l'entreprise

Les outils bureautiques sont le principal équipement logiciel des entreprises artisanales (51%), devant les logiciels de comptabilité/gestion (36%) et les logiciels métiers spécifiques (24%). Plus largement, les entreprises utilisent le numérique pour la gestion des tâches courantes : consulter les courriels et les comptes bancaires, éditer des commandes et devis, passer des commandes auprès des fournisseurs et effectuer des formalités administratives ou des déclarations sociales ou fiscales.

Niveau d'usage du numérique dans les entreprises artisanales



Culture numérique des chefs d'entreprise artisanale



● En retard ● Dans la norme ● En avance

42% des dirigeants situent le niveau d'usage du numérique dans leur entreprise en retard par rapport aux autres entreprises de leur secteur d'activité (55% dans l'Alimentation). Les entreprises sans salarié expriment plus souvent ce retard : 48% contre 39% pour celles de 6 salariés ou plus. Dans la Fabrication, secteur qui investit le plus dans le numérique, les dirigeants s'estiment plus souvent en avance.

² Entreprise informatisée : entreprise disposant d'un ordinateur fixe ou portable, hors tablette tactile
³ À la fin de l'année 2016, l'Assemblée Permanente des Chambres de Métiers et de l'Artisanat a conduit une enquête sur les usages du numérique dans les entreprises artisanales sur cinq territoires (Auvergne Rhône-Alpes, Finistère, Aquitaine, Normandie et Alsace). Les résultats ont montré que 85% des entreprises étaient informatisées.

MÉTHODOLOGIE

La Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France (CRMA IdF) prend chaque année le pouls des entreprises artisanales franciliennes sur des questions de conjoncture et publie les résultats dans cette note. Cette enquête, administrée par téléphone du 12 au 31 janvier 2017, a été menée par le cabinet Cohda (Etudes et Préconisations marketing, www.cohda.fr) auprès d'un échantillon représentatif de **1 000 chefs d'entreprises artisanales franciliens** et suivant des critères de répartition géographique, de secteurs d'activités et d'effectifs de salariés. Un panel constitué de 377 entreprises, parmi celles déjà interrogées en 2015 et 2016, a été repris. Un échantillon supplémentaire de 623 entreprises a été ajouté. Les entreprises de moins de 2 ans, à la sinistralité plus forte et qui n'ont souvent pas le recul nécessaire pour donner leur avis sur l'évolution de leur structure

et la conjoncture en général, ont été écartées. Un redressement statistique a ensuite été réalisé afin de restituer le poids réel des entreprises dans la population artisanale francilienne.

Important : La part plus importante des entreprises sans salarié dans l'échantillon (+5% par rapport à l'enquête 2015) peut expliquer l'évolution de certains indicateurs à la baisse (les « 0 salarié » sont globalement dans une situation financière plus délicate que les entreprises employeuses).



LE RÉSEAU DES MÉTIERS, SES MISSIONS

La Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat d'Île-de-France (CRMA IdF), créée par arrêté ministériel du 18 mars 1998, représente, défend et valorise les intérêts généraux des **193 000** entreprises artisanales franciliennes. Elle constitue l'interlocuteur régional privilégié pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques intéressant le secteur de l'artisanat.

Au sein du réseau des huit Chambres de Métiers et de l'Artisanat Départementales (CMAD) d'Île-de-France, elle **définit les orientations et coordonne les actions stratégiques** en matière de développement économique, de formation et d'apprentissage, dans le but de créer une véritable dynamique régionale, promouvoir un développement équilibré du tissu économique artisanal et maintenir l'emploi dans le secteur.

Par ailleurs, à travers la conduite d'études conjoncturelles, sectorielles et la mise en place d'une veille permanente, la CRMA IdF se constitue comme un véritable centre de ressources sur le secteur des métiers en Île-de-France.

Les huit Chambres de Métiers et de l'Artisanat Départementales assurent au quotidien une offre globale de services nécessaire aux besoins des entreprises artisanales :

- Immatriculation et aide à la création/transmission/reprise d'entreprises, formation, gestion des emplois et des compétences, stratégie commerciale-export, environnement, accessibilité, qualité...
- Maintien des relations privilégiées avec les collectivités territoriales : partenariat, urbanisme, études territoriales...

CONTACTS

Directeur de publication
Directeur du développement économique
Chargé d'études en développement économique
Avec la participation de Catherine ELIE, Directrice des études à l'Institut Supérieur des Métiers (ISM).

Laurent MUNEROT - Président
Stéphane PIONNIER - 01 80 18 27 07 - stephane.pionnier@crma-idf.fr
Julien GUÉRARD - 01 80 48 26 07 - julien.guerard@crma-idf.fr



Pour consulter les résultats de cette enquête de conjoncture 2017 dans sa globalité, connectez-vous sur : www.crma-idf.com



193 000 artisans
en Île-de-France !



**Chambres de Métiers
et de l'Artisanat**

Île-de-France

CRMA Île-de-France

1, boulevard de la Madeleine 75001 Paris
Tél. : 01 80 48 26 09

www.crma-idf.com